

Cahier des clauses administratives générales

Prestations intellectuelles

Septembre 2021

Vous êtes titulaire d'un marché de prestations intellectuelles pour le compte de l'URSSAF Île-de-France (ci-après URSSAF IDF).

Le présent document contient les règles générales qui s'appliquent pour l'exécution de ce contrat dès que les documents particuliers y font référence. Il est applicable pour les prestations qui comportent une part importante de services faisant appel exclusivement à des activités de l'esprit. Il peut s'agir notamment de prestations d'étude, de réflexion, de conseil ou d'expertise. Ce document contient les droits et les obligations que vous devez respecter et ceux qui s'imposent à l'URSSAF IDF.

Pour faciliter sa compréhension, un glossaire qui définit les notions essentielles se trouve à la fin du document.

Le présent document contient des informations importantes, qui concernent notamment les conditions d'exécution des prestations, le paiement du prix ou les sanctions encourues en cas de faute.

Nous attirons votre attention sur le fait que les documents particuliers propres à votre contrat peuvent déroger ou compléter les règles générales par des règles particulières. Vous devez donc également vous référer à ces documents particuliers.

En cas de doute, nous vous recommandons de toujours prendre attache avec la personne en charge du suivi de votre contrat.

SOMMAIRE

Partie 1 – Objet et règles générales

Article 1. Pièces contractuelles

Article 2. Représentation des parties et acteurs du marché

Article 3. Modes obligatoires de communication entre les parties

Article 4. Règles en matière de propriété intellectuelle

Partie 2 – Prix et modalités de paiement

Article 5. Prix

Article 6. Modalités de règlements

Article 7. Prime

Partie 3 – Modalités d'exécution et de contrôle des prestations

Article 8. Modalités de calcul des délais et de computation des délais d'exécution des prestations

Article 9. Bons de commande

Article 10. Ordres de service

Article 11. Mise à disposition de moyens par l'URSSAF IDF

Article 12. Livraison

Article 13. Contrôle pendant l'exécution des prestations

Article 14. Contrôle à la fin de l'exécution des prestations

Article 15. Admission

Article 16. Ajournement de la décision d'admission des prestations

Article 17. Admission avec réfaction du prix

Article 18. Rejet des prestations

Partie 4 – Autres obligations des parties

Sous-partie 4.1 - Obligations communes

Article 19. Confidentialité

Article 20. Protection des données à caractère personnel

Sous-partie 4.2 - Obligations spéciales du titulaire

Article 21. Garantie

Article 22. Responsabilités et assurances du titulaire

Article 23. Obligations en matière de protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail

Article 24. Protection de l'environnement

Article 25. Mesures de sécurité

Article 26. Restitution des moyens mis à disposition du titulaire

Article 27. Destruction des données

Article 28. Données indispensables à l'exécution d'une mission de service public

Article 29. Respect des principes de la République

Sous-partie 4.3 - Obligation spéciales de l'URSSAF IDF

Article 30. Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

Article 31. Assurances de l'URSSAF IDF

Partie 5 – Sanctions

Article 32. Pénalités

Article 33. Exécution forcée

Article 34. Résiliation du marché pour faute

Partie 6 – Autres clauses

Article 35. Prestations supplémentaires ou modificatives

Article 36. Circonstances imprévisibles

Article 37. Force majeure

Article 38. Résiliation non-fautive du marché

Article 39. Règlement des différends entre le titulaire et l'URSSAF IDF

Glossaire

Partie 1

Objet et règles générales

Article 1 - Pièces contractuelles

Les marchés de prestations intellectuelles sont composés de plusieurs pièces contractuelles qui s'imposent aux parties.

Ces pièces contractuelles sont classées selon l'ordre de priorité suivant :

1. L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou équivalent et ses éventuelles annexes ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou équivalent et ses éventuelles annexes
4. Le présent cahier des clauses administratives générales (CCAG) s'il y est fait référence dans le CCAP.
5. L'offre technique et financière du titulaire
6. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuelles actes modificatifs
7. Les bons de commande, les ordres de service et tout acte d'exécution émanant de l'URSSAF IDF

Cet ordre de priorité permet de déterminer la règle applicable en cas de contradiction entre deux documents.

En cas de contradiction, les parties prendront en compte la règle énoncée dans la pièce qui arrive en premier dans l'ordre de priorité.

Le dernier article du CCAP contient la liste récapitulative des articles de ce CCAG auxquels il est dérogé.

Tout autre document que ceux visés ci-dessus n'est pas opposable aux parties.

A ce titre, les documents du titulaire tels que les conditions de vente, les licences ou les conditions générales d'achat, ne sont pas applicables.

Article 2. Représentation des parties et acteurs du marché

2.1 Le représentant de l'URSSAF IDF durant l'exécution du marché

Dès la signature du marché, l'URSSAF IDF désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'URSSAF IDF en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, les décisions nécessaires engageant l'URSSAF IDF et pour recevoir tout document de la part du titulaire.

2.2 Le représentant du titulaire durant l'exécution du marché

Dès la signature du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'URSSAF IDF, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, les décisions nécessaires engageant le titulaire et pour recevoir tout document de la part de l'URSSAF IDF.

2.3 Informations relatives au titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'URSSAF IDF les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes qui ont le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'URSSAF IDF toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

2.4 Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Les documents particuliers du marché peuvent prévoir que toute ou partie des prestations doit être exécutée par une ou plusieurs personnes nommément désignées.

2.4.1 La récusation de la ou des personnes désignées

En cours d'exécution du marché, l'URSSAF IDF peut récuser la ou les personnes nommément désignées dans les cas suivants :

- Si elles ne disposent pas des capacités nécessaires pour la réalisation des prestations ;
- Si elles sont dans l'impossibilité, quel qu'en soit le motif, de respecter les exigences contractuelles, notamment les délais de livraison ;
- Si elles méconnaissent une ou plusieurs obligations contractuelles, notamment en matière de sécurité et confidentialité ;
- Si elles se livrent à des actes délictuels dans le cadre de l'exécution du marché.

Dans ce cas, l'URSSAF IDF notifie au titulaire une décision motivée de récusation.

Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la décision de récusation pour notifier à l'URSSAF IDF ses observations écrites et pour proposer un ou plusieurs remplaçants à l'URSSAF IDF.

A défaut de proposition d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes à la personne désignée initialement, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 34 du présent document.

2.4.2 Le remplacement de la ou des personnes désignées

En cours d'exécution du marché, si cette ou ces personnes désignées ne sont plus en mesure de réaliser les prestations, quel qu'en soit le motif, ou si le titulaire souhaite remplacer le ou les personnes initialement désignées, le titulaire doit :

- en informer sans délai l'URSSAF IDF et prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à l'URSSAF IDF un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

L'URSSAF IDF dispose d'un délai de trente (30) jours pour accepter ou refuser le remplaçant proposé.

Si l'URSSAF IDF refuse le remplaçant, elle adresse une décision motivée au titulaire et elle le met en demeure de lui proposer un autre remplaçant dans un nouveau délai de 30 jours.

A défaut de proposition d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes à la personne désignée initialement, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 34 du présent document.

2.5 Règles en cas de groupement d'opérateurs économiques

2.5.1 Rôle du mandataire

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, un mandataire est désigné dans les documents particuliers du marché.

A défaut de désignation d'un mandataire dans les documents particuliers du marché, le mandataire est l'entreprise désignée en première position dans la liste des entreprises composant le groupement.

Ce mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'URSSAF IDF pour tous les actes d'exécution du marché.

A ce titre, le mandataire est le seul habilité à :

- Recevoir toute décision relative à l'exécution du marché, notamment les bons de commande adressés par l'URSSAF IDF ;
- Pouvoir formuler des observations sur les bons de commande ;
- Présenter les demandes de paiement. Le mandataire décompose la demande de paiement en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément ;
- Formuler ou transmettre des réclamations.

Le mandataire peut être conjoint ou solidaire du groupement :

En cas de groupement conjoint	En cas de groupement solidaire
<p>Le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de l'URSSAF IDF jusqu'à la date à laquelle ses obligations prennent fin.</p> <p>Il est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.</p>	<p>Le mandataire est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.</p>

2.5.2 Défaillance ou remplacement du mandataire

Si les membres du groupement veulent changer le mandataire, quel qu'en soit le motif, ils doivent obligatoirement obtenir l'accord préalable de l'URSSAF IDF.

Si le mandataire du groupement est défaillant, les membres du groupement sont tenus de désigner un mandataire remplaçant.

Si les membres du groupement ne désignent pas spontanément un mandataire remplaçant, l'URSSAF IDF leur adresse une mise en demeure d'en désigner un dans un délai de huit (8) jours à compter de la réception de la mise en demeure.

A défaut de réponse dans ce délai, le cocontractant qui doit exécuter la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de la mise en demeure devient le nouveau mandataire du groupement.

2.6 Règles en cas de sous-traitance

Si le titulaire souhaite avoir recours à un ou plusieurs sous-traitants, il doit respecter les obligations prévues par le code de la commande publique et par la loi du 31 décembre 1975 modifiée.

Le titulaire du marché doit informer ses sous-traitants de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis en application du marché. Le titulaire reste responsable des manquements commis par ses sous-traitants.

Il est interdit de sous-traiter la totalité du marché.

Les documents particuliers du marché peuvent prévoir que l'exécution de certaines prestations ne pourront pas être sous-traitées.

2.6.1 Procédure d'agrément des sous-traitants

Le titulaire qui envisage de sous-traiter une partie des prestations doit demander à l'URSSAF IDF d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement. Cette acceptation et cet agrément doivent intervenir avant toute intervention du sous-traitant.

Si cette demande de sous-traitance est expressément acceptée par l'URSSAF IDF, un acte spécial de sous-traitance est rédigé et signé.

Dès la signature de l'acte spécial par lequel l'URSSAF IDF accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement, l'URSSAF IDF notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire fait connaître à l'URSSAF IDF le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Si l'URSSAF IDF garde le silence durant plus de trente (30) jours sur la demande du titulaire, la demande de sous-traitance est réputée acceptée et les conditions de paiement du sous-traitant sont réputées agréées.

2.6.2 Sanctions en cas de manquement.

Si le Titulaire recourt à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, l'URSSAF IDF peut résilier le marché dans les conditions de l'article 34 du présent document.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants à l'URSSAF IDF lorsque celui-ci en fait la demande.

Si le titulaire ne communique pas le contrat de sous-traitance dans un délai de quinze (15) jours à compter de réception de la demande, l'URSSAF IDF peut appliquer des pénalités en application de l'article 32.3 du présent document.

2.6.3 Modifications de contrats de sous-traitance

Le titulaire doit informer l'URSSAF IDF de toute modification des contrats de sous-traitance.

L'ajout ou le remplacement d'un sous-traitant est considéré comme l'intervention d'un nouveau sous-traitant. Le sous-traitant remplaçant devra être expressément accepté et ses conditions de paiement devront être agréées selon la procédure prévue à l'article 2.6.1 du présent document.

Article 3. Modes obligatoires de communication entre les parties

Toute notification de décision, d'observations, toute remise de document ou toute mise en demeure qui doit être faite dans un délai déterminé ou qui fait courir ou qui déclenche un délai, doit être effectuée exclusivement par l'un des quatre (4) moyens suivants et dans les conditions suivantes :

Moyens autorisés	Règles de communication	Règles de notification
1. Par remise en main propre contre récépissé	<p>Pour être régulière, la notification doit être faite à l'une des personnes habilitées à représenter l'URSSAF IDF ou le titulaire.</p> <p>Le récépissé doit obligatoirement indiquer la date, l'heure, le lieu de la remise et les noms, prénoms, qualité et signature du remettant et du destinataire. Si une de ces mentions est absente, la notification sera réputée ne pas être intervenue et aucun délai ne sera déclenché.</p>	La date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé sont considérées comme celles de la notification.
2. Par lettre recommandée avec accusé de réception	<p>Pour être régulière, la lettre doit être envoyée à l'adresse postale indiquée par l'URSSAF IDF et par le titulaire dans les documents particuliers du marché.</p> <p>Si aucune adresse postale n'est indiquée dans les documents particuliers du marché, la lettre est régulièrement adressée au siège social de la partie destinataire.</p>	La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur l'accusé de réception postale sont considérées comme celles de la notification.
3. Par courriel avec avis de réception	<p>Pour être régulière, la notification doit être faite exclusivement à l'adresse électronique indiquée par l'URSSAF IDF et par le titulaire dans les documents particuliers du marché.</p> <p>Si le courriel est adressé à une autre adresse électronique, la notification sera réputée ne pas être intervenue et aucun délai ne sera déclenché.</p> <p>Si aucune adresse électronique n'est indiquée dans les documents particuliers du marché, la notification par courriel n'est pas admise.</p>	La date et l'heure de réception mentionnées sur l'accusé de réception sont considérées comme celles de la notification.

Moyen autorisé	Règles de communication	Règles de notification
<p>4. Par voie électronique par le biais du profil de l'URSSAF IDF.</p>	<p>Pour être régulière, la notification doit être faite exclusivement à l'adresse du profil de l'URSSAF IDF indiquée dans les documents particuliers du marché.</p> <p>Si aucune adresse de profil de l'URSSAF IDF n'est indiquée dans les documents particuliers du marché, la notification par ce biais n'est pas admise.</p>	<p>La date de notification est celle de la première consultation du document.</p> <p>Cette date est certifiée par l'accusé de réception délivré par le profil de l'URSSAF IDF.</p> <p>Si aucune consultation n'a lieu dans les huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil de l'URSSAF IDF, le document est réputé notifié à l'issue de ce délai.</p>

Article 4. Règles en matière de propriété intellectuelle

4.1 Définitions

4.1.1 Définition des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'URSSAF IDF en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

4.1.2 Définition des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux résultats et/ou sont fournis pour répondre aux besoins de l'URSSAF IDF dans le cadre d'une prestation intellectuelle et qui

appartiennent à l'URSSAF IDF, au titulaire ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence, mais qui ont été réalisés dans un cadre extérieur et indépendamment du marché, tels que notamment les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques, noms de domaine et autres signes distinctifs, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

4.1.3 Définition des connaissances antérieures standard

Les connaissances antérieures standards désignent les connaissances antérieures conçues pour être fournies à plusieurs clients en vue de l'exécution d'une même fonction, tels que les logiciels standards et les autres contenus proposés sous licence standard.

4.2 Régime général des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

L'URSSAF IDF et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Si le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par l'URSSAF IDF. Pour les connaissances antérieures standards, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'URSSAF IDF (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est

réputé être un résultat. Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

4.3 Régime spécifique des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

4.3.1 Régime spécifique applicable aux connaissances antérieures (hors standards) du titulaire, de tiers et de l'URSSAF IDF

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'URSSAF IDF à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats. L'URSSAF IDF n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'URSSAF IDF, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de l'URSSAF IDF que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

4.3.2 Régime spécifique applicable aux connaissances antérieures standards

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de l'URSSAF IDF.

Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par l'URSSAF IDF.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

4.4 Régime des résultats

4.4.1 Finalités et besoins d'utilisation des résultats

Le titulaire accorde à l'URSSAF IDF, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents contractuels et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'URSSAF IDF comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'URSSAF IDF de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers, la maintenance (corrective, préventive, adaptative et évolutive) des résultats consistant en des logiciels ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'URSSAF IDF.

Pour permettre à l'URSSAF IDF d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.

Le titulaire garantit à l'URSSAF IDF, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats.

4.4.2 Régime des résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Le titulaire cède à titre exclusif à l'URSSAF IDF les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

4.4.3 Régime des résultats protégés par un droit de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques

Le titulaire informe l'URSSAF IDF de tout résultat qui aurait été identifié comme étant raisonnablement susceptible de faire l'objet d'une protection par un titre de propriété industrielle relatif à des inventions et connaissances techniques.

Le titulaire concède à l'URSSAF IDF une licence d'utilisation non exclusive des droits de propriété intellectuelle afférents à ces résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché, comprenant le fait de pouvoir utiliser les résultats pour continuer les recherches.

Cette licence couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée de validité de la protection.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché.

Le titulaire accomplit toutes les formalités requises pour rendre la licence d'exploitation opposable aux tiers, dans tous les territoires où les droits sont concédés. Le coût de ces formalités est compris dans le montant du marché.

4.4.4 Régime des données

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'URSSAF IDF.

Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution.

Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'URSSAF IDF.

Partie 2

Prix et modalités de règlement

Article 5. Prix

5.1 Types de prix

Les prestations objet du marché sont rémunérées :

- Soit par un prix forfaitaire et global, appliqué à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées ;
- Soit par un prix unitaire appliqué aux quantités réellement livrées ou exécutées ;
- Soit par un prix mixte qui comprend des prix unitaires et des prix forfaitaires.

Le prix est fixé dans les documents particuliers du marché.

5.2 Date d'établissement du prix

La date d'établissement du prix est déterminée de la manière suivante :

- La date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire, sauf clause contraire dans les documents particuliers du marché ; Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à laquelle le titulaire a remis l'offre finale.
- Lorsque le marché prévoit que le prix à payer résulte de l'application d'un barème, d'un tarif, d'un cours, d'une mercuriale, d'un indice, d'un index ou de tout autre élément établi en dehors du marché, sans précision de date, l'élément à prendre en considération est celui qui est en vigueur :
 - le jour de la livraison ou de la fin d'exécution de la prestation, si elle est exécutée dans le délai prévu par l'URSSAF IDF ou si l'URSSAF IDF n'a pas fixé de délai ;
 - à la date limite d'exécution prévue par l'URSSAF IDF pour la livraison ou la fin d'exécution de la prestation, lorsque cette date est dépassée.

5.3 Contenu du prix

Le prix est réputé comprendre toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations et notamment :

- Toutes les charges fiscales ou autres qui s'appliquent obligatoirement aux prestations ;
- Les frais afférents au personnel, aux déplacements, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport et à la livraison ;
- Les frais afférents à l'utilisation, à la conservation et à l'assurance des moyens mis à disposition par l'URSSAF IDF et des moyens propres du titulaire ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations.

5.4 Modalités de variation du prix

5.4.1 Prix fermes

Tous les prix exprimés dans le marché sont réputés être des prix fermes.

Un prix ferme est un prix invariable pendant toute la durée du marché.

Un prix ferme peut seulement être actualisé si les documents particuliers du marché le prévoient ou si le code de la commande publique l'impose.

Dans ce cas, les documents particuliers du marché prévoient la formule d'actualisation du prix et les modalités d'actualisation.

Si les documents particuliers du marché prévoient des tranches optionnelles, le prix de chaque tranche optionnelle est actualisé dans les mêmes conditions.

5.4.2 Prix révisables

Un prix révisable est un prix qui peut être modifié pour tenir compte des variations économiques.

Un prix est révisable si les documents particuliers du marché le prévoient expressément ou si le code de la commande publique l'impose.

Les conditions de révision du prix sont fixées par les documents particuliers du marché qui prévoient notamment :

- La date ou la périodicité selon laquelle le prix est révisé.

Si l'exécution des prestations nécessite le recours à une part importante de fournitures dont le prix est directement affecté par les fluctuations de cours

mondiaux, notamment les matières premières, la durée entre chaque révision est au maximum de trois mois.

- Le coefficient de révision, qui est arrondi au millième supérieur.

Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la fin d'exécution des prestations.

Article 6. Modalités de règlement

6.1 Le versement d'une avance

Le titulaire peut bénéficier d'une avance dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Si le titulaire n'a pas renoncé au versement d'une avance, les documents particuliers du marché indiquent laquelle des deux options ci-dessous est retenue.

A défaut de mention dans les documents particuliers du marché, l'option A s'applique.

Option A	Option B
<p>Le titulaire bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique.</p> <p>Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 du code de la commande publique est fixé à 20 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché.</p> <p>Lorsque le titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.</p> <p>L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.</p>	<p>Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, ou à un taux supérieur prévu par les documents particuliers du marché.</p> <p>L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.</p>

Chaque avance fait l'objet d'une demande de paiement.

6.2 Le versement d'un acompte

Le titulaire peut bénéficier d'un acompte dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Les documents particuliers du marché précisent les modalités de versement des acomptes, leur périodicité et leur montant.

Si les documents particuliers du marché précisent uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'URSSAF IDF, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

6.3 Le paiement des co-traitants

Le mandataire est seul habilité à présenter à l'URSSAF IDF la demande de paiement.

Les règles particulières suivantes s'appliquent en fonction du type de groupement :

Type de groupement	Règle à respecter
En cas de groupement conjoint	<p>Chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.</p> <p>La demande de paiement est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément.</p> <p>Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.</p>
En cas de groupement solidaire	<p>Le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si les documents particuliers prévoient une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.</p>

6.4 Le paiement du sous-traitant

L'URSSAF IDF paye directement les sous-traitants de premier rang dont les conditions de paiement ont été préalablement agréées.

Le règlement des sous-traitants est réalisé dans les conditions financières prévues par le présent document et par les documents particuliers du marché.

Le sous-traitant du titulaire admis au paiement direct bénéficie d'une avance dans les conditions prévues à l'article 6.1 du présent document.

6.5 La demande de paiement

6.5.1 Objet des demandes de paiement

Les demandes de paiement peuvent porter sur le versement d'avances ou d'acomptes, sur le règlement partiel définitif de prestations exécutées ou sur un règlement total du solde du marché.

6.5.2 Date de présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement interviennent après l'admission des prestations.

En complément, les documents particuliers du marché peuvent prévoir que les demandes de paiement interviennent :

- Soit à des dates qu'ils fixent, notamment pour les demandes de paiement relatives à des avances et des acomptes ;
- Soit à une périodicité qu'ils fixent ;
- Soit au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l'URSSAF IDF une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci

6.5.3 Contenu des demandes de paiement

Chaque demande de paiement doit obligatoirement contenir les informations suivantes :

- La date ;
- Les références du marché ;
- les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable ;

Et selon les cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 16 ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète.

Dans ce dernier cas, les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Une fraction du prix, qui est égale au pourcentage d'exécution de la

prestation, est dans ce cas déterminée en faisant application, si l'URSSAF IDF le demande, de la décomposition des prix.

Les prix unitaires peuvent également être fractionnés pour tenir compte des prestations en cours d'exécution.

- Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;

Dans ce cas, la demande de paiement comprend :

- Pour chaque étape du contrat exécutée, la part correspondante ;
 - Pour chaque partie du contrat commencée, une fraction de la part correspondante, après accord de l'URSSAF IDF. Cette part est égale au pourcentage d'exécution des prestations de l'étape concernée ;
 - Le cas échéant, le paiement des fournitures en stockage chez le titulaire si les documents particuliers du marché le prévoient ou en cas d'accord des parties sur ce point.
- Les fournitures qui, en application des stipulations du marché ou d'un commun accord entre les parties, sont payées, alors même qu'elles restent en stockage chez le titulaire.
 - pour chaque partie du marché exécutée : la quotité correspondante
 - pour chaque partie du marché entreprise : après accord de l'URSSAF IDF, une fraction de la quotité correspondante, égale au pourcentage d'exécution des prestations de la partie en cause.
 - le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
 - en cas de groupement d'opérateurs économiques pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, le montant des prestations effectuées par chacun des membres ;
 - en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
 - le cas échéant, les indemnités, primes et retenues établies conformément aux stipulations du marché.

Si une demande de paiement ne contient pas l'une de ces informations obligatoires, l'URSSAF IDF la rejette.

Le titulaire joint à sa demande de paiement les pièces nécessaires à la justification du paiement prévu par les documents particuliers du marché.

6.5.4 Calcul du montant dû par l'URSSAF IDF au titre des prestations fournies

Les documents particuliers du marché peuvent prévoir que le montant des sommes dues est établi sur la base de constats contradictoires.

Le marché peut prévoir le versement d'acomptes à l'achèvement de certaines étapes de l'exécution des prestations. Il indique alors la part du prix à régler à l'achèvement de chacune de ces étapes.

Dans ce cas, la demande de paiement comprend :

- pour chaque étape du contrat exécutée, la part correspondante ;
- pour chaque partie du contrat commencée, une fraction de la part correspondante, après accord de l'URSSAF IDF. Cette part est égale au pourcentage d'exécution des prestations de l'étape concernée ;
- le cas échéant, le paiement des fournitures en stockage chez le titulaire si les documents particuliers du marché le prévoient ou en cas d'accord des Parties sur ce point.

6.5.5 Délégation de profit

Si le titulaire est redevable de cotisations et de majorations de retard au profit de l'URSSAF IDF, l'URSSAF IDF pourra imputer le montant des sommes dues à ce titre par le titulaire sur le montant à verser en application des prestations exécutées dans le cadre du marché.

6.5.6 Paiement pour solde et règlements partiels définitifs

Les documents particuliers du marché peuvent prévoir des règlements partiels définitifs. Un règlement partiel définitif est un règlement non susceptible d'être remis en cause par les parties après son paiement, notamment lors de l'établissement du solde.

Si les documents particuliers du marché prévoient des paiements à l'issue de l'exécution de certaines parties des prestations, la demande de paiement peut donner lieu à un règlement partiel définitif des prestations fournies.

Si le titulaire ne présente pas sa demande de paiement, l'URSSAF IDF le met en demeure de le faire. A défaut de s'exécuter dans un délai de quarante-cinq jours courant à compter de l'admission des prestations, l'URSSAF IDF peut procéder d'office à la liquidation sur la base d'un décompte qu'elle a établi. Ce décompte est notifié au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'URSSAF IDF règle les sommes qu'elle a admises. Après résolution du désaccord, elle procède le cas échéant au paiement d'un complément. Ce complément peut être majoré des intérêts moratoires courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

6.5.7 Règlement en cas d'exécution aux frais et risques du titulaire

Si l'URSSAF IDF fait exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues l'article 33 du présent document, le paiement du titulaire s'effectue dans les conditions suivantes :

Le surcoût supporté par l'URSSAF IDF correspond à la différence entre :

- le prix que l'URSSAF IDF aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations ;
- et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci.

Ce surcoût est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Si le titulaire est débiteur, l'URSSAF IDF lui donnera une facture qu'il devra régler dans un délai maximum de quarante-cinq (45) jours à compter de sa notification.

6.6 Décision de l'URSSAF IDF après la demande de paiement

Après réception d'une demande de paiement, l'URSSAF IDF peut :

- Soit accepter la demande de paiement ;
- Soit rejeter la demande de paiement par décision motivée.

En cas de rejet, l'URSSAF IDF invite si nécessaire le titulaire à présenter une nouvelle demande de paiement.

- Soit rectifier la demande de paiement.

Dans ce cas, l'URSSAF IDF notifie au titulaire le montant qu'elle a rectifié.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'URSSAF IDF règle les sommes qu'elle a admises et rectifiées.

Après résolution du désaccord, l'URSSAF IDF procède, le cas échéant, au paiement du complément.

6.7 Facturation électronique

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, il les transmet selon les modalités prévues par ce code. Les modalités pratiques d'exécution sont prévues dans les documents particuliers du marché.

Si le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct méconnaît les obligations de dématérialisation des factures, la demande de paiement peut être refusée par l'URSSAF IDF.

Au préalable, l'URSSAF IDF doit avoir informé le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct de l'obligation à sa charge de transmission des factures sous forme électronique et l'avoir invité à s'y conformer.

Lorsqu'un tiers au titulaire est habilité à recevoir des demandes de paiement, il est tenu, pour l'exercice de cette mission, de s'intégrer et de se conformer au portail de facturation utilisé par l'URSSAF IDF lorsque ce portail le permet. Les modalités pratiques d'habilitation des tiers pour accéder aux outils ministériels sécurisés sont prévues dans les documents particuliers du marché.

Article 7. Prime



Cet article s'applique uniquement si les documents particuliers du marché prévoient le versement d'une prime et en définissent les conditions d'attribution et les modalités de calcul et de versement.

Une prime peut être versée si le titulaire du marché réalise des prestations ou certaines parties de ces prestations de manière anticipée.

Seules les prestations qui font l'objet d'un délai de réalisation précis ou qui doivent être réalisées avant une date limite peuvent donner lieu au versement d'une prime.

7.1 Calcul de la prime

Si une prime est prévue, les modalités de calcul des primes sont fixées dans les documents particuliers du marché.

Les primes sont révisées selon les mêmes règles que la prestation correspondante.

7.2 Versement de la prime

Une fois le montant des primes déterminé, elles sont versées toutes taxes comprises.

Pour les groupements d'opérateurs économiques pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les primes sont réparties entre les membres du groupement selon les indications du mandataire.

Partie 3

Modalités d'exécution et de contrôle des prestations

Article 8. Modalités de calcul des délais et de computation des délais d'exécution des prestations

8.1 Calcul des délais

Tout délai indiqué dans le marché, pour l'exécution d'une prestation ou pour la survenance d'un évènement quelconque, est calculé comme suit :

Si le délai est exprimé en heures ou en minutes	
Début de ce délai	Le délai débute à l'heure ou à la minute qui suit celle au cours de laquelle s'est produit le fait qui sert de point de départ.
Nature de ce délai	Le fuseau horaire utilisé est celui de la livraison ou de l'exécution du service. Le délai inclut les samedis, dimanches et jours fériés.
Expiration de ce délai	Le délai expire à la dernière minute de la dernière heure du délai, lorsque le délai est exprimé en heures. Le délai expire à la dernière minute du délai, lorsque le délai est exprimé en minutes.

Si le délai est exprimé en jours	
Début de ce délai	Ce délai débute à la première heure (00h00 heure) du jour qui suit celui au cours duquel s'est produit le fait qui sert de point de départ
Nature de ce délai	Le fuseau horaire utilisé est celui de la livraison ou de l'exécution du service. Si rien n'est précisé dans les documents particuliers du marché, ce délai est prévu en jour calendaire et inclut donc les samedis, dimanches et jours fériés.
Expiration de ce délai	Le délai expire à la fin de la dernière heure (24h00) le dernier jour du délai. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Si le délai est exprimé en mois	
Début de ce délai	Ce délai débute à la première heure (00h00 heure) du jour qui suit celui au cours duquel s'est produit le fait qui sert de point de départ.
Nature de ce délai	Le délai est décompté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin de la dernière heure (24h00) du dernier jour de ce mois.
Expiration de ce délai	Le délai expire à la fin de la dernière heure (24h00) du dernier jour du délai. Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

8.2 Modalités de computation des délais d'exécution

Les délais d'exécution et leur point de départ sont fixés dans les documents particuliers du marché.

Pour le décompte des délais d'exécution, les règles suivantes s'appliquent :

8.2.1 Le point de départ du délai d'exécution des prestations est déterminé comme suit :

- Le délai d'exécution des prestations du marché part à compter de la date de sa signature, sauf disposition contraire dans les documents particuliers du marché ;
- Si le marché prévoit l'émission de bons de commande ou d'un ordre de service, le délai d'exécution du bon de commande ou de l'ordre de service part de la date de sa notification sauf si le bon de commande ou l'ordre de service prévoit une date différente ;
- Si le marché prévoit une ou plusieurs tranches optionnelles, le délai d'exécution de chaque tranche optionnelle part de la date de notification de la décision de son affermissement sauf si cette décision prévoit une date différente.

8.2.2 L'évènement marquant la fin de l'exécution de la prestation est déterminé comme suit :

Les documents particuliers du marché déterminent l'évènement qui marque la fin de l'exécution de chaque prestation.

A défaut, l'évènement qui marque la fin de l'exécution des prestations est le suivant :

Cas visé	Evènement qui marque la fin de l'exécution des prestations
Exécution des prestations dans les locaux de l'URSSAF IDF	Date de livraison ou de l'achèvement des prestations
Exécution des prestations dans un lieu autre que les locaux de l'URSSAF IDF	Date à laquelle les <u>opérations de vérification</u> sont réalisées.
Les prestations d'études	Date de présentation des études à l'URSSAF IDF.
Si les prestations ne sont pas achevées à la date limite de validité du marché ou du bon de commande	Date limite de validité du marché ou du bon de commande

8.3 Prolongation du délai d'exécution

Les délais d'exécution des prestations peuvent être prolongés selon la procédure et les conditions prévues ci-dessous :

8.3.1 Demande de prolongation du titulaire.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution prévus par le contrat, il doit en informer l'URSSAF IDF par écrit dans les conditions suivantes :

▪ Conditions de délai

Cette demande doit être notifiée à l'URSSAF IDF :

- avant l'expiration du délai contractuel.
- dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date d'apparition de la cause qui rend impossible le respect des délais d'exécution. Si le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze (15) jours, le titulaire doit notifier sa demande à l'URSSAF IDF avant la date d'échéance du contrat.

Si le titulaire ne respecte pas ce délai, il ne pourra prétendre à aucune prolongation des délais d'exécution.

▪ Conditions de forme

Le titulaire doit indiquer dans cette notification la durée de prolongation qu'il demande.

Cette demande doit être accompagnée de tous les justificatifs nécessaires.



Une demande de prolongation doit obligatoirement être présentée avant l'expiration du délai initial d'exécution. Après l'expiration du délai initial d'exécution, il n'est plus possible de présenter une demande de prolongation.

8.3.2 Décision de l'URSSAF IDF

L'URSSAF IDF dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la demande de prolongation pour rendre sa décision.

Si l'URSSAF IDF ne rend pas sa décision dans ce délai, la demande de prolongation est réputée rejetée.

L'URSSAF IDF est tenue de prolonger le délai d'exécution des prestations dans les cas suivants :

- Si le retard est exclusivement imputable à l'URSSAF IDF ;
- Si le retard est imputable à un cas de force majeure ;

Dans tous les autres cas, le titulaire ne bénéficie d'aucun droit à prolongation et l'URSSAF IDF apprécie la demande de prolongation au regard des justificatifs produits.

Si l'URSSAF IDF accorde une prolongation, la durée d'exécution du marché est prolongée de la durée strictement nécessaire à la réalisation des prestations. Ce délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Article 9. Bon de commande

Lorsque les documents particuliers du marché le prévoient, les prestations peuvent s'exécuter au moyen de bons de commande.

Dans ce cas, si une prestation est exécutée sans bon de commande, elle ne sera pas payée par l'URSSAF IDF.

Les documents particuliers du marché définissent les modalités d'émission, de répartition et d'exécution des bons de commande propres à chaque marché.

9.1 Emission des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par l'URSSAF IDF en fonction de ses besoins.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont notifiés au mandataire.

9.2 Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande comporte au minimum les mentions suivantes :

- la date d'émission du bon de commande ;
- le numéro du bon de commande ;
- la référence et l'objet du marché ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le service émetteur de la commande ;
- l'adresse de facturation ;
- la signature de la personne habilitée ;
- la désignation exacte des prestations (nature, lieu...) ;
- les délais d'exécution des prestations ;
- le cas échéant, les modalités particulières d'exécution ;
- les prix unitaires HT et TTC applicables.

9.3 Observations du titulaire sur les bons de commande

Lorsque le titulaire estime qu'un bon de commande appelle des observations de sa part, il doit les notifier à l'URSSAF IDF dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Si le titulaire n'a émis aucune observation dans ce délai de quinze (15) jours, il est réputé avoir accepté l'ensemble des prescriptions du bon de commande et il ne pourra plus le contester.

En cas de groupement d'opérateurs économique, seul le mandataire peut formuler des observations.

Article 10. Ordre de service

Durant toute la durée du marché, l'URSSAF IDF peut notifier des ordres de service au titulaire.

Les documents particuliers du marché définissent les modalités d'émission et d'exécution des ordres de service propres à chaque marché.

10.1 Emission des ordres de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par l'URSSAF IDF.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont notifiés au mandataire.

10.2 Observations sur les ordres de service

Lorsque le titulaire estime qu'un ordre de service appelle des observations de sa part, il doit les notifier à l'URSSAF IDF dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Si le titulaire n'a émis aucune observation dans ce délai de quinze (15) jours, il est réputé avoir accepté l'ensemble des prescriptions de l'ordre de service et il ne pourra plus le contester.

En cas de groupement d'opérateurs, seul le mandataire peut formuler des observations.

10.3 Refus d'exécuter un ordre de service

Le titulaire est tenu de se conformer aux ordres de service.

Toutefois, sauf si le marché prévoit que le démarrage des prestations peut être ordonné dans un délai supérieur à six mois à compter de sa notification, le titulaire peut refuser d'exécuter cet ordre de service, s'il lui est notifié plus de six mois après la notification du marché.

Dans ce cas, le titulaire doit refuser par écrit d'exécuter l'ordre de service de démarrage, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'ordre de service. Il doit, également, dans le même délai, proposer une nouvelle date de démarrage des prestations.

A l'expiration de ce délai, si le titulaire n'a proposé aucune autre date, il doit exécuter les prestations à la date indiquée dans l'ordre de service.

Si l'URSSAF IDF refuse la proposition de délai qui lui a été faite, le titulaire peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 38.2 du présent CCAG.

Article 11. Mise à disposition de moyens par l'URSSAF IDF

Les documents particuliers du marché peuvent prévoir la remise au titulaire de moyens (objets, outils, matières premières etc.) nécessaires ou utiles à la réalisation des prestations, ou qui doivent faire l'objet de réparation, de modification ou d'entretien.

En complément du présent article, les documents particuliers du marché prévoient les lieux de remise et de restitution des moyens ainsi que les conditions de remise des produits finis ou semi-finis en cas de réparation ou de modification.

11.1 Conditions de mise à disposition des moyens

L'URSSAF IDF et le titulaire réalisent un constat contradictoire pour contrôler l'état des moyens lors de sa mise à disposition par l'URSSAF IDF au titulaire.

Ce constat est signé par les deux parties. Il mentionne la valeur de ces moyens.

La date effective de la mise à disposition des moyens est celle du constat contradictoire.

L'URSSAF IDF remet également au titulaire les documents et la formation éventuellement nécessaires pour l'emploi de tout moyen.

Les frais liés à la prise en charge et au transport des moyens mis à disposition est à la charge du titulaire.

11.2 Conditions d'utilisation des moyens mis à disposition

Le titulaire est responsable du gardiennage, de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout moyen qui lui est confié par l'URSSAF IDF dès que ce moyen est mis à sa disposition

Le titulaire ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

A cet effet, le titulaire doit :

- tenir un inventaire permanent des moyens mis à sa disposition ;
- apposer sur les moyens tout dispositif permettant l'identification du propriétaire.

11.3 Assurances des moyens mis à disposition

Le titulaire est tenu, préalablement à leur mise à sa disposition et tant qu'il en dispose, de faire assurer à ses frais l'ensemble des moyens qui ont été mis à sa disposition.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, le titulaire doit justifier qu'il a signé ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Si le titulaire contrevient à ces prescriptions, l'URSSAF IDF peut contracter à sa place, cinq (5) jours après une mise en demeure restée sans effet, la ou les polices d'assurance nécessaires.

Le montant des primes d'assurances est alors retenu sur les sommes dues au titulaire au titre du marché.

Article 12. Livraison

Lorsque les documents particuliers du marché prévoient la livraison de prestations, le titulaire est responsable de toutes les étapes de la livraison.

La livraison est réalisée dans les conditions et les délais prévus dans les documents particuliers du marché.

12.1 Règles applicables à la livraison

12.1.1 Limitation de l'impact environnemental

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits.

La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'URSSAF IDF, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

12.1.2 Bon de livraison

Pour chaque livraison, le titulaire doit préparer un bon de livraison en double exemplaire. Ce document doit être établi pour chaque destinataire.

Chaque bon de livraison doit contenir au minimum les informations suivantes :

- Date d'expédition ;
- Référence de la commande ou du marché ;
- Identification du titulaire ;
- Identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- Numéro du ou des lots de fabrication, si la réglementation en matière d'étiquetage l'impose.

Chaque colis doit contenir les fournitures commandées et un inventaire de son contenu.

Sur ce colis, le titulaire doit indiquer de façon apparente le numéro d'ordre qui figure sur le bon de livraison.

12.2 Constat de la livraison

La livraison peut être constatée de deux façons :

- Soit l'URSSAF IDF délivre un récépissé au titulaire ;
- Soit l'URSSAF IDF signe le bon de livraison. Dans ce cas, chaque partie conserve un exemplaire du bon de livraison.

Lorsque la livraison ne peut pas être réalisée, le titulaire doit le mentionner sur le bon de livraison. Le titulaire indique le motif qui a fait obstacle à la livraison et il en informe sans délai l'URSSAF IDF



Le constat de la livraison ne vaut pas admission des prestations livrées.

12.3 Difficultés liées à la livraison

Si la disposition des locaux désignés pour la livraison entraîne des difficultés exceptionnelles de manutention, qui ne pouvaient pas être connues par l'une ou l'autre partie au moment de la signature du marché et qui ne sont pas prévues par les documents particuliers du marché, les frais supplémentaires de livraison qui en résultent sont rémunérés distinctement.

Ces prestations de manutention donnent lieu à l'établissement d'un avenant.

12.4 Sursis de livraison

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsqu'une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

La procédure à respecter pour l'octroi d'un sursis de livraison est la même que celle de la prolongation de délai mentionnées à [l'article 8.3](#) du présent document.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités de retard.



Le titulaire ne peut pas demander un sursis de livraison pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

12.5 Stockage

Les documents particuliers du marché peuvent prévoir l'obligation pour le titulaire de stocker dans ses locaux les matériels. Dans ce cas, il assume à leur égard la responsabilité du dépositaire durant la durée du stockage à compter de leur admission.

Les documents particuliers du marché peuvent prévoir le stockage des matériels dans les locaux de l'URSSAF IDF. Dans ce cas, elle assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission.

12.6 Emballage

Le titulaire est responsable des emballages nécessaires à la livraison.

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et aux modalités de transport prévues par les documents particuliers du marché.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'URSSAF IDF et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte.

Sauf stipulation contraire dans les documents particuliers du marché, et lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

12.7 Transport

Le titulaire est responsable du transport jusqu'au lieu de livraison. Il doit, à ce titre, s'assurer du conditionnement, du chargement, de l'arrimage et du déchargement.

12.8 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant toute la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'URSSAF IDF, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

Si les éléments attestant la traçabilité des déchets ne sont pas produits, l'URSSAF IDF met en demeure le titulaire de produire ces éléments. S'il ne les produit toujours pas, l'URSSAF IDF peut appliquer une pénalité dont le montant est fixé par les documents particuliers du marché.

Article 13. Contrôle pendant l'exécution des prestations

L'URSSAF IDF peut suivre sur place le déroulement de l'exécution des prestations en effectuant des visites de contrôle.

Les lieux d'exécution des prestations sont définis dans les documents particuliers du marché.

A défaut, le titulaire doit communiquer sans délai à l'URSSAF IDF qui en fait la demande, les lieux d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à informer l'URSSAF IDF de tout changement de lieu d'exécution des prestations, même si ce changement est temporaire.

Le titulaire doit permettre aux représentants de l'URSSAF IDF d'accéder aux zones concernées par l'exécution des prestations.

Si l'URSSAF IDF indique au titulaire qu'elle souhaite assister à certaines phases de l'exécution des prestations, le titulaire doit la prévenir en temps utile. A défaut, l'URSSAF IDF pourra soit les faire recommencer, soit refuser les prestations soumises à ces opérations qu'elle n'aurait pas pu contrôler.

Le titulaire doit immédiatement informer l'URSSAF IDF de tous les événements qui seraient de nature à modifier le déroulement des opérations prévues pendant le contrôle.

Durant la visite de contrôle, l'URSSAF IDF et ses représentants respectent les consignes de sécurité prévues pour le site ainsi que les obligations de confidentialité.

Si le titulaire refuse ou entrave ce droit de contrôle, l'URSSAF IDF peut résilier le marché pour faute du titulaire.

Ce contrôle ne limite ni la responsabilité du titulaire ni le droit de l'URSSAF IDF de refuser les prestations reconnues défectueuses au moment des opérations de vérification.

Article 14. Contrôle à la fin de l'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives.

Ces vérifications sont destinées à constater que les prestations répondent aux exigences contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux opérations de vérification sont prélevés par l'URSSAF IDF sur les prestations livrées au titre du marché.

Si le marché comporte des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

14.1 Déroulement des opérations de vérification

A compter de la livraison des prestations, l'URSSAF IDF procède aux opérations de vérification des prestations dans un délai de vingt et un (21) jours.

L'URSSAF IDF convoque le titulaire aux opérations de vérification. Pour ce faire, l'URSSAF IDF adresse une convocation au titulaire au moins huit (8) jours avant la date des opérations de vérification. Cette convocation indique les jours, heures et lieux fixés pour les opérations vérifications.

Si le titulaire dûment convoqué est absent, les opérations de vérification se déroulent régulièrement en son absence.

Les opérations de vérification s'effectuent dans les conditions prévues par les documents particuliers du marché. A défaut d'indication dans les documents particuliers du marché, les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les services en cause.

14.1.1 Les vérifications sommaires

Lors de la livraison des prestations, l'URSSAF IDF effectue les opérations de vérification quantitatives et qualitatives qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et peu de temps. Elle peut notifier immédiatement au titulaire sa décision.

Si les fournitures sont rapidement altérables, la décision est notifiée sans délai.

14.1.2 Autres vérifications

Dans les autres cas, l'URSSAF IDF effectue successivement les opérations de vérification suivantes :

1. **Une vérification quantitative** pour contrôler notamment l'achèvement des prestations et le respect des quantités contractuelles.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont manifestement pas conformes aux exigences contractuelles, l'URSSAF IDF peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'elle prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

2. Puis une vérification qualitative pour contrôler la conformité des prestations avec les stipulations contractuelles et la remise de la documentation contractuelle et réglementaire.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'URSSAF IDF prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet :

Admission	Décision de l'URSSAF IDF par laquelle elle constate l'achèvement, la bonne exécution et la conformité des prestations au marché
Ajournement	Décision de l'URSSAF IDF par laquelle elle suspend l'admission le temps que le titulaire réalise les mises au point nécessaires.
Réfaction	Décision de l'URSSAF IDF par laquelle elle réduit le montant des prestations lorsque celles-ci ne sont pas totalement conformes au marché mais qu'elles peuvent être admises en l'état.
Rejet	Décision par laquelle l'URSSAF IDF refuse les prestations.

Cette décision doit être notifiée au titulaire dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de l'une des dates suivantes :

Hypothèses prévues par le marché	Point de départ du délai
Les vérifications sont effectuées dans les locaux de l'URSSAF IDF ou un lieu qu'elle a choisi	A compter de la date de la livraison ou de mise en service en ce lieu.
Les vérifications sont effectuées dans les locaux du titulaire, de son sous-traitant ou de son fournisseur	Lorsque le titulaire signale à l'URSSAF IDF que la totalité des prestations est prête à être vérifiée et qu'il permet un accès immédiat à ses locaux. Dans l'hypothèse d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, le délai court à compter de la date à laquelle la partie à livrer est prête à être vérifiée et que le titulaire permet un accès immédiat à ses locaux.

Si l'URSSAF IDF n'a pas notifié sa décision dans ce délai, les prestations sont réputées admises.

14.2 Frais liés aux opérations de vérification

Si les opérations de vérification se déroulent dans les locaux de l'URSSAF IDF, les frais liés aux opérations de vérification sont à la charge de l'URSSAF IDF. Le titulaire conserve à sa charge les frais de déplacement et les frais de personnels nécessaires à sa présence aux opérations de vérification.

Si les opérations de vérification se déroulent dans les locaux du titulaire ou de son sous-traitant ou fournisseur, les frais liés aux opérations de vérification sont à la charge du titulaire.

Si les opérations de vérification se déroulent dans un autre lieu, les frais liés aux opérations de vérification sont répartis à parts égales entre l'URSSAF IDF et le titulaire.

Si les opérations de vérification se déroulent dans tout autre lieux, les frais qui en résultent sont à la charge du titulaire dans les autres cas.

Article 15. Admission

L'URSSAF IDF prononce l'admission des prestations, si elles répondent à toutes les exigences contractuelles.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

La notification de la décision d'admission emporte les conséquences suivantes :

- La propriété de la prestation est transférée du titulaire à l'URSSAF IDF ;
- l'URSSAF IDF doit payer le prix, dans les conditions prévues à l'article 6 du présent document ;
- La période de garantie des prestations admises débute.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Si la remise des prestations à l'URSSAF IDF est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire. Pour les résultats, le transfert de propriété a lieu dans les conditions prévues par l'article 4 du présent document.

Article 16. Ajournement de la décision l'admission des prestations

16.1 Procédure d'ajournement

L'URSSAF IDF peut ajourner l'admission des prestations si les prestations réalisées ne sont pas conformes aux exigences contractuelles ou si une mise au point est nécessaire.

Lorsque l'URSSAF IDF estime que les prestations réalisées ne sont pas conformes aux exigences contractuelles, elle en informe sans délai le titulaire et elle lui indique qu'elle envisage d'ajourner l'admission des prestations.

L'URSSAF IDF invite à cette occasion le titulaire à présenter ses observations dans un délai qu'elle fixe, au minimum de cinq (5) jours.

Si le titulaire ne répond pas dans le délai ou que ses observations ne permettent pas à l'URSSAF IDF d'admettre les prestations, l'URSSAF IDF ajourne l'admission des prestations par une décision motivée.

Cette décision est notifiée au titulaire. Elle est motivée : l'URSSAF IDF indique les motifs de l'ajournement et la nature des modifications ou des mises au point à réaliser par le titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour présenter à nouveau les prestations modifiées ou mises au point.

Si la garde des prestations ajournées dans les locaux de l'URSAF IDF présente un danger ou une gêne insupportable, elles peuvent être immédiatement évacuées ou détruites aux frais du titulaire.

La modification ou la mise au point des prestations est à la charge exclusive du titulaire.

16.2 Conséquence de l'ajournement

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation ou à aucune rémunération complémentaire pour la modification ou la mise au point de prestations ajournées.

A l'issue de ce délai de quinze (15) jours, l'URSSAF IDF procède, le cas échéant, après de nouvelles opérations de vérification. Et elle décide soit :

- D'admettre les prestations,
- De les admettre moyennant réfaction du prix dans les conditions prévues à [l'article 17](#) du présent document,
- Ou de rejeter les prestations.

L'URSSAF IDF informe le titulaire de la nouvelle décision envisagée et l'invite à présenter des observations dans un délai de cinq (5) jours. A l'issue de ce délai, l'URSSAF IDF notifie sa décision motivée au titulaire.

Elle prend effet à la date de sa notification au titulaire.

Article 17. Admission avec réfaction du prix

Lorsque l'URSSAF IDF estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux exigences contractuelles, peuvent néanmoins être admises en l'état, elle peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

L'URSSAF IDF notifie au titulaire une décision motivée qui indique la réfaction du prix qui est proposée et les motifs qui justifient cette réfaction.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la décision de réfaction pour donner son accord écrit.

Si dans ce délai, le titulaire n'a pas donné son accord écrit, l'URSSAF IDF pourra décider :

- Soit de rejeter les prestations ;
- Soit de demander au juge de prononcer la réfaction du prix de la prestation concernée si l'URSSAF IDF a déjà payé les prestations par le biais d'une avance ou d'un acompte.

Article 18. Rejet des prestations

Si les prestations ne peuvent pas être admises en l'état, soit dès leur remise initiale, soit après un ajournement, l'URSSAF IDF prononce le rejet partiel ou total de la prestation.

Dans ce cas, l'URSSAF IDF notifie la décision de rejet au titulaire. Cette décision met en demeure le titulaire de reprendre l'exécution de la prestation conformément aux exigences contractuelles dans un délai fixé par l'URSSAF IDF.

Les prestations reprises donnent lieu à une nouvelle procédure complète de vérification.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation ou à aucune rémunération complémentaire pour la nouvelle exécution de prestations à la suite d'une décision de rejet.

Si le titulaire refuse de reprendre l'exécution des prestations rejetées ou qu'il ne livre pas les prestations reprises dans le délai fixé par la mise en demeure, l'URSSAF IDF peut résilier le marché dans les conditions de l'article 34 du présent document.



Si les prestations rejetées ou des moyens de fabrication sont stockés dans les locaux de l'URSSAF IDF, le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la notification décision de rejet pour procéder à leur enlèvement.

Si le titulaire n'a pas procédé à leur enlèvement dans ce délai, l'URSSAF IDF pourra procéder à leur évacuation ou à leur destruction aux frais du titulaire.

Partie 4

Autres obligations des parties

Sous-partie 4 .1

Obligations communes des parties

Article 19. Confidentialité

Les informations confidentielles de toute nature dont le titulaire et l'URSSAF IDF ont connaissance dans le cadre de l'exécution du marché ne doivent pas être divulguées ou communiquées aux tiers.

Dans ce cadre, l'URSSAF IDF et le titulaire s'assurent que leurs salariés, sous-traitants, fournisseurs ou toute personne qu'elles désignent pour participer à l'exécution du marché, respectent la confidentialité des informations dont ils pourraient avoir connaissance.

19.1 Définition des informations confidentielles

Une information confidentielle désigne toute information qui est communiquée entre les parties ou obtenue de quelque manière que ce soit dans le cadre de l'exécution du marché.

Peu importe :

- La nature de cette information : la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire etc. ;
- Son format : forme orale, écrite, magnétique ou électronique,
- Et son support.

C'est notamment le cas des informations sur le fonctionnement des installations, les applications et les méthodes de l'URSSAF IDF.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

19.2 Définitions des informations non-confidentielles

Les informations, documents ou éléments de toute nature ne sont pas couverts par l'obligation de confidentialité si :

- ils étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ;
- l'URSSAF IDF ou le titulaire les a lui-même préalablement rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- l'URSSAF IDF ou le titulaire a expressément indiqué par écrit au moment de leur communication qu'ils ne présentaient pas un caractère confidentiel ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

19.3 Sanctions en cas de manquement à l'obligation de confidentialité

Si le titulaire méconnaît son obligation de confidentialité, l'URSSAF IDF sollicitera l'indemnisation de son entier préjudice.

Article 20. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre pour l'exécution du marché et en particulier :

- la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dans sa version applicable à la date de signature du marché ;
- le règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »), dans sa version applicable à la date de signature du marché.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'URSSAF IDF, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'URSSAF IDF ;
- les obligations de l'URSSAF IDF et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti

- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 34 du présent document.

Sous-partie 4.2

Obligations spéciales du titulaire

Article 21. Garantie

Les prestations réalisées dans le cadre du marché sont couvertes par une garantie minimale qui incombe au titulaire.

Informations essentielles relatives à la garantie	
Durée de la garantie	Un (1) an
Point du départ	La période de garantie débute à la date de notification de la décision <u>d'admission</u> des prestations.
Prolongement du délai de garantie	Si le titulaire n'a pas exécuté les réparations prescrites dans le délai de garantie, ce dernier est prolongé jusqu'à l'exécution complète de ces réparations.

21.1 Contenu de la garantie

Le titulaire garantit l'URSSAF IDF durant la période de garantie contre tout défaut de conception, de fabrication, de montage ou de fonctionnalité des prestations objet du marché.

Lorsque l'URSSAF IDF constate un défaut des prestations objet du marché, elle en informe le titulaire par tout moyen.

Le titulaire doit remettre en état ou remplacer la partie de la prestation reconnue défectueuse.

Les documents particuliers du marché ou le document par lequel l'URSSAF IDF informe le titulaire du défaut, fixent le délai laissé au titulaire pour effectuer la mise au point ou la réparation.

21.2 Conséquences financières de la garantie

Le titulaire du marché prend à ses frais tous les coûts liés à son obligation de garantie et notamment :

- Les frais de remise en état ou de remplacement ;
- Le frais de matériels nécessaires à la remise en état ou au remplacement ;
- Les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel qui sont nécessaires pour la remise en état ou le remplacement.

Ces frais sont pris en charge par le titulaire que la réparation ait lieu sur le lieu d'exécution des prestations ou dans les locaux du titulaire.

Toutefois, les frais de remise en état ou de remplacement restent à la charge de l'URSSAF IDF lorsqu'elle est à l'origine de la défectuosité.

Si la période de réparation ou de mise au point prive l'URSSAF IDF de la jouissance de la fourniture ou de la prestation, le titulaire doit mettre à la disposition de l'URSSAF IDF une solution de remplacement au moins équivalente durant toute la période de réparation ou de mise au point.

21.3 Cas dans lesquels la garantie ne joue pas

Le titulaire n'est pas tenu d'exécuter son obligation de garantie s'il prouve que le défaut a pour origine exclusive :

- un cas de force majeure ;
- l'usure normale des prestations ;
- une faute de l'URSSAF IDF ;
- le fait d'un tiers à l'exclusion des sous-traitants et fournisseurs du Titulaire.



Les documents particuliers du marché peuvent définir des garanties particulières qui s'ajoutent à celle prévue par le présent article. Dans ce cas, les documents particuliers du marché fixent les conditions, les modalités et les effets de ces garanties sur les obligations respectives des parties.

Article 22. Responsabilités et assurances du titulaire

22.1 Responsabilités

Sont à la charge du titulaire tous les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'URSSAF IDF par le titulaire, du fait de l'exécution du marché.

Restent en revanche à la charge de l'URSSAF IDF, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'URSSAF IDF, du fait de l'exécution du marché.

Sauf faute de l'URSSAF IDF, tant que les prestations restent la propriété du titulaire, celui-ci est seul responsable des dommages subis par ces prestations quelle qu'en soit la cause. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'URSSAF IDF au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'URSSAF IDF contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

22.2 Assurances obligatoires

Le titulaire doit contracter et maintenir en vigueur toutes les assurances qui permettent de garantir sa responsabilité à l'égard de l'URSSAF IDF et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Ces assurances doivent garantir l'intégralité des conséquences financières de la responsabilité civile qui pourrait lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris à l'URSSAF IDF ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché.

L'existence de ces assurances ne peut en aucun cas être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues par le titulaire au titre du marché.

22.3 La communication des contrats d'assurance à l'URSSAF IDF

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la signature du marché, et avant tout début d'exécution, le titulaire doit adresser à l'URSSAF IDF la preuve qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances.

Ce document doit indiquer l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'URSSAF IDF et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de cette demande.

22.4 Cas de modification, suspension ou résiliation des contrats d'assurance

Le titulaire doit informer par écrit et sans délai l'URSSAF IDF des modifications susceptibles d'entraîner des conséquences sur l'exécution du marché, de la suspension ou de la résiliation de ses contrats d'assurance.

Article 23. Obligations en matière de protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail

Durant toute la durée du marché, le titulaire est tenu de respecter :

- Les obligations prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée ;
- Les stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'URSSAF IDF.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires au respect des nouvelles obligations légales et conventionnelles. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

Le titulaire est tenu d'informer ses sous-traitants de ces règles et de s'assurer qu'ils les respectent.

Le titulaire est tenu de produire lors de la signature du marché puis tous les six (6) mois les documents listés dans les documents particuliers du marché relatifs à la protection de la main-d'œuvre.

Article 24. Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire s'engage à informer l'URSSAF IDF de tout évènement susceptible de générer un impact environnemental non-prévu par le marché, de tout constat de non-conformité et de toute procédure de sanction engagée à son encontre par les autorités compétentes.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires au respect des nouvelles obligations légales et conventionnelles. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation à ce titre.

Le titulaire est tenu d'informer ses sous-traitants de ces règles et de s'assurer qu'ils les respectent.

Les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché. Ces obligations doivent être vérifiables selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif.

Article 25. Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire, ses salariés, préposés et sous-traitants devront respecter l'ensemble des consignes de sécurité prescrites par l'URSSAF IDF, notamment pour le contrôle d'accès aux locaux.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies :

- les informations ne lui ont été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre ;
- et il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du marché.

Article 26. Restitution des moyens mis à disposition du titulaire

26.1 Conditions de restitution des moyens mis à disposition

Si des moyens ont été mis à disposition du titulaire en application de l'article 11 du présent document, le titulaire doit restituer ces moyens dès la fin de l'exécution des prestations.

L'URSSAF IDF et le titulaire réalisent un constat contradictoire pour attester de la restitution des moyens.

Les frais et risques de transport des moyens qui doivent être restitués sont à la charge du titulaire.

26.2 Cas de détérioration ou d'absence de remise des moyens mis à disposition

Si le titulaire ne peut pas restituer les moyens dans un état similaire à celui dans lequel ils lui ont été confiés ou en quantité égale à celle indiquée dans le constat contradictoire établi lors de la remise, l'URSSAF IDF décide, après s'être informée des possibilités du titulaire, de la mesure de réparation à appliquer :

- Soit la remise en état lorsque cela est possible. Les frais de remise en état sont à la charge du titulaire ;
- Soit le remplacement par des moyens neufs identiques. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation de ce fait ;
- Soit le remboursement à hauteur de la valeur d'achat des moyens neufs identiques.

Si le titulaire ne procède pas à la restitution des moyens ou qu'il refuse leur remise en état, son remplacement ou son remboursement, l'URSSAF IDF peut suspendre le paiement du prix des prestations dans la limite de la valeur d'achat des moyens neufs identiques, jusqu'à ce que la restitution, le remplacement, la remise en état ou le remboursement soient effectivement opérés.

En plus des mesures de réparation mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 34 du présent document, en cas de non-restitution, de détérioration ou d'utilisation abusive des moyens, de non-remplacement, de non-réparation ou de non-remboursement des objets confiés ou des approvisionnements non consommés.

Article 27. Destruction des données

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'URSSAF IDF une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre du marché.

Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois (3) mois à compter de la fin du marché, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage.

La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

Article 28. Données indispensables à l'exécution d'une mission de service public

Lorsque le marché a pour objet la gestion d'un service public, le titulaire transmet à l'URSSAF IDF les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution.

Ces données sont transmises sous format électronique, dans un format standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé.

La transmission de ces données respecte le secret des affaires et les droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers.

Les documents particuliers du marché définissent notamment les données soumises à cette obligation, le calendrier de transmission des données à l'URSSAF IDF ainsi que les pénalités en cas de non-respect de ces délais.

Article 29. Respect des principes de la République

Les dispositions de cet article s'appliquent si le marché a pour objet l'exécution de tout ou partie d'un service public

29.1 Obligations à la charge du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter l'égalité des usagers devant le service public, ainsi que les principes de laïcité et de neutralité du service public.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces principes et ces obligations par :

- ses salariés ;
- les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction ;
- toute personne à qui il confie une partie de l'exécution du service public

Le titulaire doit prendre les mesures nécessaires à cet effet. Il veille ainsi à ce que toutes ces personnes lorsqu'elles participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

29.2 Obligation de communication des contrats de sous-traitance portant sur l'exécution d'une partie de l'exécution d'un service public

Si le contrat de sous-traitance porte sur une partie de l'exécution d'un service public, le titulaire doit s'assurer que son sous-traitant respecte les obligations prévues à l'article 29.1 et doit l'imposer dans le contrat de sous-traitance.

Le titulaire doit communiquer à l'URSSAF IDF chacun de ces contrats.

Cette communication doit être faite avant tout début d'exécution de la prestation par le sous-traitant.

29.3 Sanctions en cas de manquement

Si le titulaire méconnaît les obligations prévues à l'article 29.1, l'URSSAF IDF peut appliquer des pénalités en application de l'article 32.3 du présent document et le cas échéant, résilier le marché dans les conditions de l'article 34 du présent document.

Si le titulaire ne communique pas le contrat de sous-traitance qui a pour but de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public, l'URSSAF IDF peut appliquer des pénalités en application de l'article 32.3 du présent document.

Sous-partie 4.3

Obligations spéciales de l'URSSAF IDF

Article 30. Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

L'URSSAF IDF aménage, à ses frais, les locaux destinés à l'installation du matériel et, le cas échéant, après consultation du titulaire, pourvoit à leur maintenance et à leur approvisionnement en fluides.

Ces aménagements doivent être terminés avant la date prévue pour la livraison ou la réalisation des prestations.

Article 31. Assurances de l'URSSAF IDF

L'URSSAF IDF souscrit et s'engage à maintenir en vigueur des contrats d'assurance de responsabilité civile auprès de compagnies notoirement solvables, qui couvrent tout type de dommage qu'elle pourrait causer aux tiers et/ou au titulaire.

Partie 5

Sanctions

Article 32. Pénalités

32.1 Les pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations, l'URSSAF IDF peut appliquer des pénalités.

Le retard dans l'exécution correspond à l'exécution tardive d'une prestation, c'est-à-dire après l'expiration des délais d'exécution qui sont prévus par les documents particuliers du marché.

Les modalités de calcul des pénalités de retard sont les suivantes :

Modalités de calcul des pénalités de retard	
Montant de la pénalité	<ul style="list-style-type: none">- 250 euros HT par jour calendaire de retard, lorsque les délais d'exécution sont exprimés en jours ou en mois ;- 250 euros HT par heure de retard lorsque les délais d'exécution sont exprimés en heures ;- 150 euros HT par minute de retard lorsque les délais d'exécution sont exprimés en minutes.
Point de départ	<p>Les pénalités pour retard commencent à courir :</p> <ul style="list-style-type: none">- le lendemain du jour où le <u>délai contractuel d'exécution</u> des prestations est expiré ;- ou l'heure suivant celle où le <u>délai contractuel d'exécution</u> des prestations est expiré ;- ou la minute suivant celle où le <u>délai contractuel d'exécution</u> des prestations est expiré ;
Plafonnement	<p>Le montant total de chaque pénalité ne peut pas excéder 30% du montant total hors taxe du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.</p>

Lorsque l'URSSAF IDF envisage d'appliquer cette pénalité, elle respecte la procédure prévue à l'article 32.6 du présent document.

32.2 Les pénalités en cas de non-respect des clauses relatives à la main-d'œuvre ou à l'environnement

Si le titulaire méconnaît une des obligations mises à sa charge par les articles 23 et 24 du présent document ou une des obligations relatives à la main-d'œuvre ou à l'environnement mises à sa charge par les documents particuliers du marché, l'URSSAF IDF peut appliquer la pénalité suivante :

500 euros par manquement constaté

Lorsque l'URSSAF IDF envisage d'appliquer cette pénalité, elle respecte la procédure prévue à l'article 32.6 du présent document.

32.3 Les pénalités en cas de non-respect des règles relatives à la sous-traitance

Si le titulaire méconnaît une des obligations mises à sa charge par l'article 2 ou l'article 29.1 du présent document ou une des obligations relatives à la sous-traitance mises à sa charge par les documents particuliers du marché, l'URSSAF IDF peut appliquer la pénalité suivante :

1.000 euros par manquement constaté

Si le titulaire ne communique pas à l'URSSAF IDF les contrats de sous-traitance dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de l'URSSAF IDF ou si le titulaire ne communique pas l'un des contrats de sous-traitance qui a pour but de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public, l'URSSAF IDF peut appliquer la pénalité suivante :

500 euros par jours de retard

Lorsque l'URSSAF IDF envisage d'appliquer ces pénalités, elle respecte la procédure prévue à l'article 32.6 du présent document.

32.4 Les pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Le titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Si le titulaire ne respecte pas toute ou partie de ces formalités, l'URSSAF IDF peut appliquer les pénalités suivantes :

1.000€ par jour de retard jusqu'à la régularisation des formalités à exécuter

Le délai court à compter du lendemain de l'expiration du délai de quinze (15) jours laissé au titulaire pour faire valoir ses observations, prévu par l'article 32.6 du présent document.

Ce montant ne pourra pas excéder 10% du montant du marché ni celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Lorsque l'URSSAF IDF envisage d'appliquer cette pénalité, elle respecte la procédure prévue à l'article 32.6 du présent document.

32.5 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 19, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article 14.1 :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Lorsque l'URSSAF IDF envisage d'appliquer cette pénalité, elle respecte la procédure prévue à l'article 32.6 du présent document.

32.6 La procédure pour appliquer les pénalités

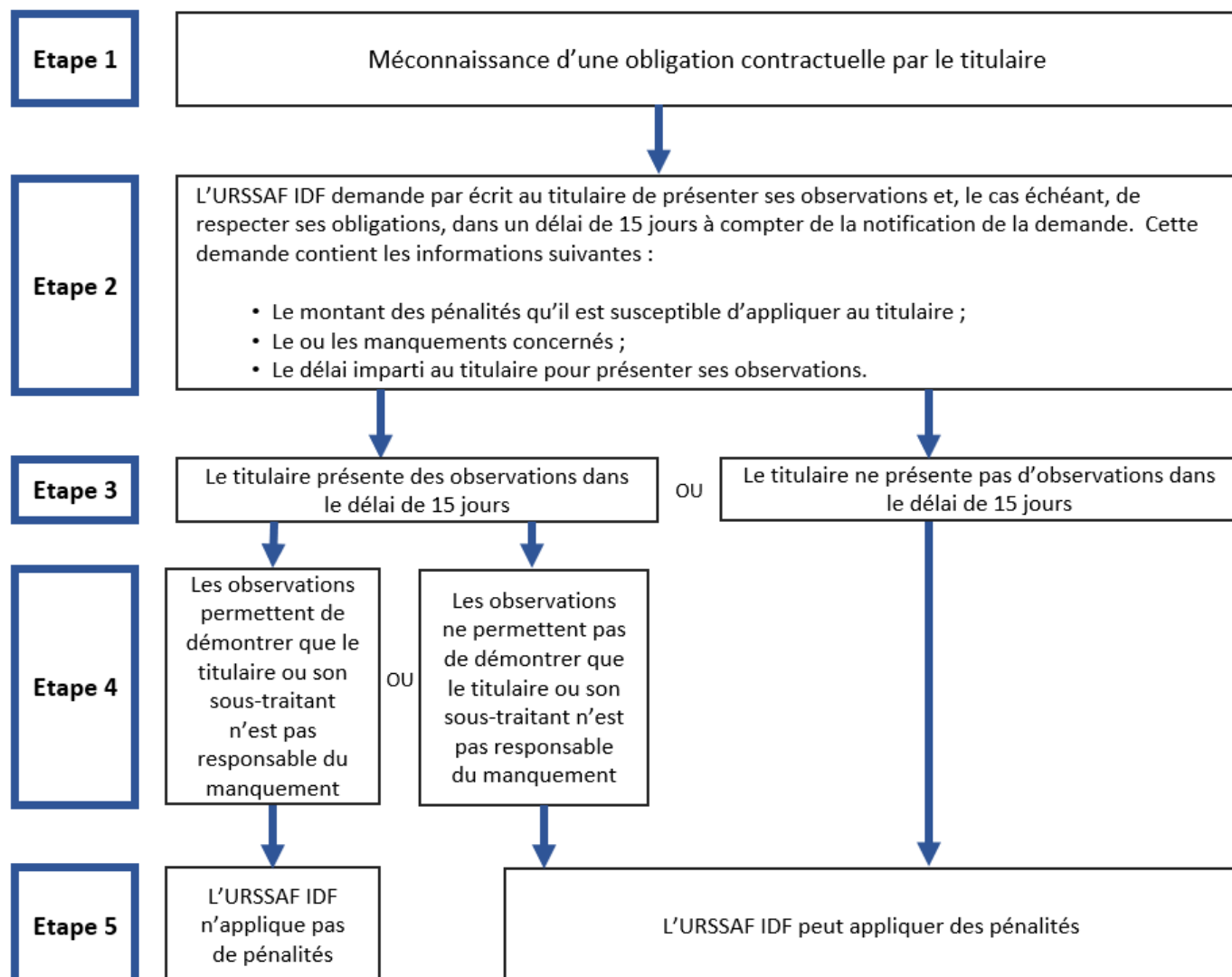
Lorsque l'URSSAF IDF envisage d'appliquer des pénalités prévues aux articles 32.1 à 32.5 du présent article ou des pénalités prévues les documents particuliers du marché, il invite par écrit le titulaire à présenter ses observations et, le cas échéant, elle le met en demeure de se conformer à ses obligations dans un délai de quinze (15) jours.

Cette mise en demeure précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées et le ou les manquements concernés.

A défaut de réponse du titulaire dans le délai de quinze (15) jours délai ou si l'URSSAF IDF considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier

alinéa ne permettent pas de démontrer que le fait générateur des pénalités n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants ou fournisseurs, les pénalités s'appliquent.

Le schéma suivant résume la procédure préalable à l'application de pénalités. Il vise à faciliter la compréhension de cette procédure, mais il n'a pas de valeur contractuelle :



Article 33. Exécution forcée

33.1 Procédure préalable à l'exécution forcée

L'URSSAF IDF pourra faire procéder à l'exécution forcée des prestations dans deux cas :

- **Si le titulaire n'exécute pas l'une de ses obligations contractuelles, l'URSSAF IDF lui adresse une mise en demeure de se conformer à ses obligations.**

Cette mise en demeure indique au titulaire les fautes qui lui sont reprochées, l'invite à présenter ses observations et l'informe des sanctions qu'il encourt s'il ne satisfait pas à ses obligations contractuelles dans un délai minimum de quinze (15) jours.

A l'expiration de ce délai, l'URSSAF IDF pourra faire exécuter les prestations prévues par le marché par un tiers et aux frais et risques du titulaire. Cette décision sera notifiée au titulaire défaillant.

- **En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire.**

La procédure prévue par l'article 34 du présent CCAG est applicable.

La décision de résiliation doit impérativement mentionner que l'URSSAF IDF procédera à l'exécution forcée.

33.2 Modalités d'exécution

33.2.1 L'exécution forcée est prononcée après une mise en demeure infructueuse, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations, sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées.

Pour reprendre l'exécution des prestations, le titulaire doit justifier des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.

Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

33.2.2 Si l'exécution forcée intervient en complément de la résiliation du marché, le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

Le titulaire du marché résilié doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire du marché résilié.

33.3 Frais liés à l'exécution forcée

S'il n'est pas possible pour l'URSSAF IDF de se procurer, dans des conditions de délai et de coût raisonnables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, elle peut y substituer des prestations équivalentes.

Le surcoût par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'URSSAF IDF aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant.

La diminution des dépenses ne profite pas au titulaire.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des pénalités et des sanctions de toute nature pouvant être mise à la charge du titulaire en cas d'inexécution ou de retard dans l'exécution des prestations.

Article 34. Résiliation pour faute

34.1 Motifs de résiliation

L'URSSAF IDF peut résilier le marché si le titulaire commet l'une des fautes suivantes :

1	Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage.
2	Des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire et il se trouve dans un des cas prévus à <u>l'article 26</u> .
3	Le titulaire n'a pas réalisé tout ou partie des prestations dans les <u>délais d'exécution contractuels</u>
4	Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'URSSAF IDF dans le cadre de <u>l'article 13</u> .
5	Le titulaire a sous-traité toute ou partie des prestations en méconnaissance des dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou si le titulaire ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à <u>l'article 2</u> du présent document.

6	Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à <u>l'article 22 du présent document</u> .
7	Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à <u>l'article 38.1 du présent article</u> , ne pas pouvoir exécuter ses engagements
8	Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées aux articles <u>2.6</u> et <u>2.9</u> et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché
9	Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ou à tout acte délictueux ou criminel.
10	Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, en méconnaissance des articles 18, 19 et 25.
11	Lorsque le plafond des pénalités visés à l'article 32.1 est atteint.
12	L'utilisation des résultats par l'URSSAF IDF est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché
13	Lorsque le titulaire n'a pas repris l'exécution des prestations après l'exécution forcée par un tiers en application de <u>l'article 33</u> .
14	Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ou s'il se trouve dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires visés par le code de la commande publique
15	Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts
16	Lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé en application de l'article <u>2.6</u> ., à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente jours.
17	Lorsque le titulaire méconnaît l'une des obligations mises à sa charge par <u>l'article 29.1 du présent document</u> .

La résiliation du marché pour faute du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnisation pour le titulaire.

34.2 Procédure préalable

Lorsque l'URSSAF IDF envisage de résilier le marché pour faute, elle adresse une mise en demeure au titulaire afin de lui demander de présenter ses observations et de se conformer à ses obligations.

Cette mise en demeure indique que la résiliation du marché est envisagée.

Cette mise en demeure est assortie d'un délai de réponse et d'exécution qui ne peut pas être inférieur à sept (7) jours.

Si la mise en demeure est restée infructueuse dans le délai imparti ou si le motif de résiliation n'a pas disparu, le marché peut être résilié par décision de l'URSSAF IDF notifiée au titulaire.

Cette résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées.

34.3 Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation, les parties réalisent un constat contradictoire qui indique notamment l'état d'avancement du marché, la nature et l'étendue des prestations effectivement réalisées par le titulaire et la liste des matériels éventuellement présents dans les locaux de l'URSSAF IDF.

Les frais de réalisation de ce constat sont à la charge du titulaire.

Le titulaire doit remettre à l'URSSAF IDF tous les documents et tous les droits nécessaires à l'achèvement du marché.

En cas de résiliation, l'URSSAF IDF peut exiger du titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'URSSAF IDF en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

34.4 Décompte de résiliation

En cas de résiliation pour faute du titulaire	
Au débit du titulaire	<ol style="list-style-type: none">1. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde.2. La valeur, fixée par le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'URSSAF IDF cède à l'amiable au titulaire.3. Le montant des pénalités.4. Le cas échéant, le supplément des dépenses résultant de la passation d'un marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées à <u>l'article 33</u>.
Au crédit du titulaire	<ol style="list-style-type: none">1. La valeur contractuelle des prestations admises y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires.2. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'URSSAF IDF telles que le stockage des fournitures.

L'URSSAF IDF notifie au titulaire le décompte de résiliation au plus tard deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Si l'URSSAF IDF ne notifie pas le décompte de résiliation dans ce délai, le titulaire doit mettre en demeure l'URSSAF IDF de lui notifier, dans un délai minimal de quinze (15) jours.

Si l'URSSAF IDF ne notifie pas le décompte de résiliation après la mise en demeure adressé par le titulaire, un différend né au sens de l'article 39 du présent document.

Partie 6

Autres clauses

Article 35. Prestations supplémentaires ou modificatives

Pendant l'exécution du marché, l'URSSAF IDF peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier.

L'URSSAF IDF peut également accepter par ordre de service les modifications proposées par le titulaire.

Les modifications du marché interviennent dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'URSSAF IDF.

Les parties déterminent conjointement par avenant le prix des prestations supplémentaires ou modificatives.

35.1 Règlement des prestations supplémentaires

35.1.1 Prix provisoires

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'URSSAF IDF au titulaire, l'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires doivent permettre une juste rémunération du titulaire. Ils sont arrêtés par l'URSSAF IDF après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif.

Si dans le délai de trente (30) jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, le titulaire n'a pas présenté d'observations à l'URSSAF IDF en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose, le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires.

En cas de désaccord, l'URSSAF IDF règle provisoirement les sommes qu'elle admet.

35.1.2 Prix définitifs

Lorsque l'URSSAF IDF et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

35.2 Refus d'exécuter les prestations supplémentaires ou modificatives

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service précité lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Un tel refus d'exécuter opposé par le titulaire n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à l'URSSAF IDF, dans le délai de quinze jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

Article 36. Circonstances imprévisibles

36.1 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

36.1.1 Conditions pour suspendre tout ou partie des prestations par l'URSSAF IDF

La suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'URSSAF IDF lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait :

- d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ;
- ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'URSSAF IDF se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

36.1.2 Conséquences de la décision de suspension des prestations

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze (15) jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le différend est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 39 du présent document.

36.2 Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'URSSAF IDF d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché sont exclues de cette évaluation,

Les surcoûts pris en charge par l'URSSAF IDF peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Les parties continuent à exécuter le marché durant le réexamen.

Article 37. Force majeure

Lorsque l'une des parties est dans l'impossibilité de respecter ses obligations du fait d'un évènement qui a le caractère d'un cas de force majeure, les parties peuvent décider de :

1. **Prolonger le délai d'exécution**, si l'impossibilité d'exécuter le marché est temporaire. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire doit impérativement respecter la procédure prévue à l'article 8.3 du présent document.

Si le délai d'exécution est prolongé, titulaire peut prétendre à l'exonération des pénalités de retard pour la fraction du retard imputable à la force majeure.

S'il poursuit l'exécution du contrat, le titulaire peut demander qu'il lui soit fait application de la clause relative à l'imprévision lorsque ce retard aura entraîné un bouleversement de l'économie de son contrat.

2. **Résilier le présent marché de plein droit** si l'impossibilité d'exécuter le marché est définitive.

Les parties déterminent conjointement les conséquences de cette résiliation. La procédure de résiliation prévue aux articles 34 et 38 du présent document n'est pas applicable à ce cas de résiliation.

Les parties ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être engagées ultérieurement.

Article 38. Résiliation non-fautive du marché

L'URSSAF IDF peut mettre fin à l'exécution des prestations objet du marché avant l'achèvement de celles-ci :

- Soit si le titulaire en fait la demande en raison d'événements liés au marché ;
- Soit en raison d'événements extérieurs au marché.

38.1 Résiliation en cas de difficulté graves d'exécution du marché

38.1.1 Motif de résiliation

L'URSSAF peut décider de résilier le contrat lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché.

Cette résiliation peut intervenir à l'initiative de l'URSSAF IDF ou à l'initiative du titulaire.,

Cette résiliation du marché n'ouvre à aucune indemnisation pour les parties..

38.1.2 Procédure préalable à la résiliation

Lorsque le titulaire envisage de résilier le marché, il doit impérativement en informer l'URSSAF IDF.

Il doit indiquer qu'il souhaite la résiliation du marché et fournir tous les éléments permettant de prouver les difficultés invoquées.

L'URSSAF IDF dispose d'un délai d'un (1) mois pour prendre sa décision. Son silence vaut rejet de la demande.

Si l'URSSAF décide de résilier le marché, cette résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

38.1.3 Conséquences de la résiliation

Les parties réalisent un constat contradictoire qui indique notamment l'état d'avancement du marché, la nature et l'étendue des prestations effectivement réalisées par le titulaire et la liste des matériels éventuellement présents dans les locaux de l'URSSAF IDF.

Le titulaire doit remettre à l'URSSAF IDF tous les documents et tous les droits nécessaires à l'achèvement du marché.

En cas de résiliation, l'URSSAF IDF peut exiger du titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'URSSAF IDF en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

38.1.4 Décompte de résiliation

En cas de résiliation à la demande du titulaire pour difficultés graves	
Au débit du titulaire	<ol style="list-style-type: none">1. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde.2. La valeur, fixée par le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'URSSAF IDF cède à l'amiable au titulaire.3. Le montant des pénalités.
Au crédit du titulaire	<ol style="list-style-type: none">1. La valeur contractuelle des prestations admises y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;2. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'URSSAF IDF telles que le stockage des fournitures.

L'URSSAF IDF notifie au titulaire le décompte de résiliation au plus tard deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Si l'URSSAF IDF ne notifie pas le décompte de résiliation dans ce délai, le titulaire doit mettre en demeure l'URSSAF IDF de lui notifier, dans un délai minimal de quinze (15) jours.

Si l'URSSAF IDF ne notifie pas le décompte de résiliation après la mise en demeure adressée par le titulaire, un différend naît au sens de l'article 39 du présent document.

38.2 Résiliation en cas de début tardif d'exécution des prestations du fait de l'URSSAF IDF

38.2.1 Motif de résiliation

Lorsque le début de l'exécution des prestations intervient plus de six (6) mois après la signature du marché et que ce délai est exclusivement imputable à l'URSSAF IDF, le titulaire peut demander à la résiliation du contrat, le cas échéant dans les conditions prévues à l'article 9.3 de ce document s'il a reçu un ordre de service.

Ce cas de résiliation ne s'applique pas si les documents particuliers du marché ont expressément prévu que le début de l'exécution des prestations pourrait intervenir plus de six (6) mois après la signature du marché.

La résiliation du marché pour ce motif ouvre droit pour le titulaire, à l'indemnisation des frais et investissements éventuellement engagés pour l'exécution du marché et strictement nécessaires à son exécution.

Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnisation dans un délai de quinze (15) jours après la notification de la résiliation du marché.

Le titulaire ne pourra obtenir aucune autre indemnisation. Il ne sera notamment pas indemnisé du bénéfice escompté.

38.2.2 Procédure préalable à la résiliation

Lorsque le titulaire envisage de résilier le marché, il doit impérativement en informer l'URSSAF IDF afin de lui demander de présenter ses observations.

Cette information indique que la résiliation du marché est envisagée.

Cette information est assortie d'un délai de réponse qui ne peut pas être inférieur à sept (7) jours.

Sauf accord de l'URSSAF ou des Parties sur une nouvelle date de démarrage des prestations, la résiliation prend effet à l'expiration de ce délai de sept (7) jours.

38.2.3 Conséquences de la résiliation

Les parties réalisent un constat contradictoire qui indique notamment l'état d'avancement du marché, la nature et l'étendue des prestations effectivement réalisées par le titulaire et la liste des matériels éventuellement présents dans les locaux de l'URSSAF IDF.

Le titulaire doit remettre à l'URSSAF IDF tous les documents et tous les droits nécessaires à l'achèvement du marché.

En cas de résiliation, l'URSSAF IDF peut exiger du titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'URSSAF IDF en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

38.2.4 Décompte de résiliation

En cas de résiliation à la demande du titulaire pour début tardif de l'exécution des prestations	
Au débit du titulaire	<ol style="list-style-type: none"> 1 Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde. 2 La valeur, fixée par le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'URSSAF IDF cède à l'amiable au titulaire ; 3 Le montant des pénalités.
Au crédit du titulaire	<p>1. La valeur des prestations fournies à l'URSSAF IDF, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la valeur contractuelle des prestations admises, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ; - la valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'URSSAF IDF telles que le stockage des fournitures. <p>2. Les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à l'URSSAF IDF, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché ; - le coût des installations, matériels et outillages acquis en vue de l'exécution du marché ; - les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du marché ; <p>Ces frais ne pourront être pris en charge par l'URSSAF IDF que si le</p>

	<p>titulaire démontre qu'il ne pourra pas les amortir ou que ces matières, objets, installations, matériels, outillages ne pourront pas être utilisés sur d'autres contrats.</p> <p>3. Les dépenses de personnel dont le titulaire apporte la preuve qu'elles résultent directement et nécessairement de la résiliation du marché.</p> <p>4. Plus généralement, tous préjudices subis du fait de la résiliation par le titulaire et éventuellement ses sous-traitants et fournisseurs.</p>
--	--

L'URSSAF IDF notifie au titulaire le décompte de résiliation au plus tard deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Si l'URSSAF IDF ne notifie pas le décompte de résiliation dans ce délai, le titulaire doit mettre en demeure l'URSSAF IDF de lui notifier, dans un délai minimal de quinze (15) jours.

Si l'URSSAF IDF ne notifie pas le décompte de résiliation après la mise en demeure adressée par le titulaire, un différend naît au sens de l'article 39 du présent document.

38.3 Résiliation pour évènements extérieurs au marché

38.3.1 Motifs de résiliation

L'URSSAF IDF peut résilier le marché dans les cas suivants :

Motif de résiliation	Règles applicables
<p>Cas n° 1 Décès ou incapacité civile du titulaire</p>	<p>Si le titulaire est une personne physique et qu'il décède ou qu'il est frappé d'incapacité civile en cours d'exécution du marché, l'URSSAF IDF peut :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Soit résilier le marché. <p>La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.</p> <p>Elle n'ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à aucune indemnisation..</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Soit accepter que l'exécution du marché soit réalisée par les ayants-droits ou le curateur du titulaire. <p>Un avenant de transfert du marché est établi à cette fin.</p>

<p>Cas n° 2 Incapacité physique du titulaire</p>	<p>En cas d'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché, l'URSSAF IDF peut résilier le marché.</p> <p>La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnisation.</p>
<p>Cas n°3 Sauvegarde, redressement judiciaire et liquidation judiciaire</p>	<p>Si le Titulaire est en situation de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, il doit immédiatement informer l'URSSAF IDF et lui communiquer tout jugement ou toute décision qui pourrait avoir un effet sur l'exécution du marché.</p> <p>En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'URSSAF IDF met l'administrateur judiciaire en demeure de prendre position sur la poursuite ou l'arrêt du marché, en application des dispositions de l'<u>article L. 622-13 du code de commerce</u>.</p> <p>Si l'administrateur judiciaire indique ne pas reprendre les obligations du titulaire, le marché est résilié.</p> <p>En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'URSSAF IDF met l'administrateur judiciaire en demeure le liquidateur de prendre position sur la poursuite ou l'arrêt du marché, en application des dispositions de l'<u>article L. 641-11-1 du code de commerce</u>.</p> <p>Si le liquidateur indique ne pas reprendre les obligations du titulaire, le marché est résilié.</p> <p>Si elle est prononcée, la résiliation prend effet à la date de l'évènement.</p> <p>Elle n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit du titulaire, de l'administrateur ou du liquidateur judiciaire.</p>
<p>Cas n°4 Poursuite impossible du contrat sans modification contraire au code de la commande publique</p>	<p>L'URSSAF IDF peut résilier le marché lorsque l'exécution du contrat ne peut pas être poursuivie sans une modification contraire au code de la commande publique.</p> <p>La résiliation pour ce motif n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnisation.</p>

38.3.2 Procédure préalable

Lorsque l'URSSAF IDF envisage de résilier le marché, elle adresse une mise en demeure au titulaire afin de lui demander de présenter ses observations.

Cette mise en demeure indique que la résiliation du marché est envisagée.

Cette mise en demeure est assortie d'un délai de réponse qui ne peut pas être inférieur à sept (7) jours.

Si la mise en demeure est restée infructueuse dans le délai imparti ou si le motif de résiliation n'a pas disparu, le marché est résilié par décision de l'URSSAF IDF notifiée au titulaire.

Cette résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées.

38.3.3 Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation, les parties réalisent un constat contradictoire qui indique notamment l'état d'avancement du marché, la nature et l'étendue des prestations effectivement réalisées par le titulaire et la liste des matériels éventuellement présents dans les locaux de l'URSSAF IDF.

Les frais de réalisation de ce constat sont à la charge du titulaire.

Le titulaire doit remettre à l'URSSAF IDF tous les documents et tous les droits nécessaires à l'achèvement du marché.

En cas de résiliation, l'URSSAF IDF peut exiger du titulaire :

- la remise des prestations en cours d'exécution, ainsi que des matières et des objets détenus en vue de l'exécution d'un marché ;
- la remise des moyens matériels d'exécution spécialement destinés au marché ;
- l'exécution de mesures conservatoires, notamment d'opérations de stockage ou de gardiennage.

L'URSSAF IDF en informe le titulaire ou ses ayants droit, lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces biens par le titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

38.3.4 Décompte de résiliation

En cas de résiliation pour événements extérieurs au marché	
Au débit du titulaire	<ol style="list-style-type: none">1. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde.2. La valeur, fixée par le marché et ses modifications éventuelles, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que l'URSSAF IDF cède à l'amiable au titulaire.3. Le montant des pénalités.
Au crédit du titulaire	<ol style="list-style-type: none">1. La valeur contractuelle des prestations admises y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;2. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande de l'URSSAF IDF telles que le stockage des fournitures.

L'URSSAF IDF notifie au titulaire le décompte de résiliation au plus tard deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Si l'URSSAF IDF ne notifie pas le décompte de résiliation dans ce délai, le titulaire doit mettre en demeure l'URSSAF IDF de lui notifier, dans un délai minimal de quinze (15) jours.

Si l'URSSAF IDF ne notifie pas le décompte de résiliation après la mise en demeure adressée par le titulaire, un différend naît au sens de l'article 39 du présent document.

Article 39. Règlement des différends entre le titulaire et l'URSSAF IDF

39.1 Obligation de tentative de conciliation avant de saisir le juge

L'URSSAF IDF et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

39.1.1 Naissance d'un différend

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'une des parties et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par une partie à la suite d'une mise en demeure adressée par l'autre partie l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours ;
- soit de l'absence de notification du décompte de résiliation dans le délai de deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.



En l'absence de mise en demeure, la seule circonstance que l'URSSAF IDF ne s'acquitte pas, en temps utile, des factures qui lui sont adressées, sans refuser explicitement de les honorer, ou si elle ne fait pas droit à une demande ne suffit pas à caractériser l'existence d'un différend au sens du présent article.

39.1.2 Conciliation préalable

En cas de différend, les parties s'obligent à tenter de trouver une solution amiable préalablement à toute action en justice.

À cette fin, la partie demanderesse devra notifier les éléments du litige à l'autre partie.

Si dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de ces éléments, les parties ne sont pas parvenues à un accord, elles sont réputées ne pas être parvenues à se concilier.

Aucune action en justice ne peut être introduite durant ce délai.

La juridiction compétente peut être saisie uniquement à l'expiration de ce délai, si aucun accord n'a été trouvé entre les parties.

39.2 Les parties peuvent avoir recours à un mode alternatif de règlement des litiges

À tout moment, les parties peuvent avoir recours à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le livre IV du code de procédure civile.

Les frais de procédure de la médiation et de l'arbitrage sont répartis suivant les modalités convenues par les parties.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur suspend les délais de prescription jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Glossaire

URSSAF IDF

L'URSSAF Ile-de-France ou l'un de ses services qui signe le marché avec le titulaire.

Documents particuliers du marché

Documents contractuels propres à chaque marché. Ils s'imposent aux parties. Il peut s'agir de documents financiers, techniques ou administratifs qui complètent ou qui dérogent aux documents généraux.

Groupement d'opérateurs économiques

Groupe temporaire d'entreprises cotraitantes titulaires du contrat et représenté par un mandataire.

Marché

Ensemble des pièces contractuelles.

Obligation contractuelle/exigence contractuelle

Toute obligation administrative, technique ou financière prévue par le marché.

Ordre de service

Décision de l'URSSAF IDF qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Parties

Personnes physiques ou morales signataires du marché. Les parties désignent l'URSSAF IDF et le titulaire.

Prestations

Tous les services de prestations intellectuelles objet du marché.

Titulaire

Opérateur économique qui conclut le marché avec l'URSSAF IDF.
En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire.